Trudel et Bouchard, 27 J. 218, conforme à la doctrine et à la jurisprudence française.

“Telle est en somme les divers sentiments exprimés sur la question.

“Puisque de par mes fonctions il me faut choisir entre ces opinions, je dois dire que la théorie de Duvergier, Huc, Beaudry Lacantinerie et Planiol me paraît la plus rationnelle, et Huc, principalement, répond victorieusement, d’après moi, à tous les arguments apportés au soutien de la doctrine qui n’exige pas d’offres réelles avant l’expiration du délai fixé pour l’exercice du droit de réméré, et démontre que ces offres doivent être faites durant ce délai.

“Il me semble, d’ailleurs, que nous avons une raison additionnelle pour nous ranger, dans cette Province, à l’opinion de Huc. En enlevant aux tribunaux le droit de prolonger le délai du réméré, en faisant par conséquent disparaître la jurisprudence du Parlement de Paris, nos législateurs ne sont-ils pas simplement revenus au droit antérieur à cette jurisprudence, et n’est-ce pas à la lumière de ce droit que nous devons interpréter l’article 1550 ?

“Mais si le vendeur, pour exercer utilement le droit de réméré est tenu, d’après moi, de faire des offres réelles dans le délai convenu, l’acheteur ne peut se prévaloir de ce défaut lorsqu’il a par son fait mis le demandeur dans l’impossibilité de satisfaire à ses obligations. *Beaudry Lacantinerie*, No. 615.

“Or, dans l’espèce, je suis convaincu que les défendeurs se sont rendus coupables de manoeuvres dolosives dans le but de tromper le demandeur, et de l’empêcher de les rembourser ou de leur faire des offres avant le 16 juin, alors que dès le 8 juin et le 14, le demandeur leur avait formellement déclaré son intention de les payer, et qu’il était en